



MELISSA BARREIRO/LA TROMPETTE/GETTY IMAGES (3)

Bibi est de retour

Netanyahu a remporté les élections par un cheveu, mais il a obtenu la coalition gouvernementale la plus stable de sa carrière. Pourquoi ?

- Brent Nagtegaal
- [09/01/2023](#)

JÉRUSALEM

Il est courant pour les dirigeants élus de conclure leur mandat en laissant un mot personnel sur le bureau du nouveau dirigeant. Lorsque Benjamin Netanyahu a laissé le bureau du Premier ministre israélien à Naftali Bennett, son ancien allié qui n'a pas tenu sa promesse de campagne et s'est rangé du côté de ses adversaires dans le but exprès de le détrôner, il a laissé une telle note. Comparée à d'autres notes de ce type, elle était beaucoup plus lapidaire—et beaucoup plus prophétique : quelques mots à l'encre bleue, au-dessus d'un gribouillis du drapeau israélien.

« Je reviens tout de suite ! »

Le 1^{er} novembre 2022, les Israéliens se sont rendus aux urnes pour leur cinquième élection en quatre ans. Les résultats des quatre élections précédentes n'ont pas été décisifs ou ont produit des coalitions faibles qui se sont rapidement dissoutes. Cette fois, le bloc dirigé par Netanyahu a remporté une majorité absolue de 64 sièges à la Knesset, qui en compte 120. Quatre sièges, cela peut sembler une faible majorité, mais en ce moment en Israël, cela équivaut à une victoire éclatante.

Avec cette majorité gouvernementale, Netanyahu a maintenant l'occasion d'adopter des réformes sérieuses qui stabiliseront et renforceront Israël. Comment cela s'est-il produit ? Plus important encore, *pourquoi* cela s'est-il produit ?

Un coup de chance ?

Les 64 sièges remportés par la coalition de Netanyahu représentent un bond considérable par rapport aux 52 sièges qu'elle avait obtenus lors des élections précédentes. Pourquoi ? Il ne s'agit pas simplement d'une vague de soutien à l'homme ou aux valeurs conservatrices et religieuses qu'il représente.

Il n'y a aucune preuve que les électeurs de gauche se soient déplacés vers la droite lors de cette élection. Au contraire, cette élection a prouvé qu'Israël est un pays divisé dont les citoyens sont farouchement fidèles à leur tribu. La haine de beaucoup envers Netanyahu est si véhémement que même après l'échec répété de leur camp, ils ne voteront pas pour lui. De l'autre côté, les électeurs du Likoud croient que Netanyahu est une bénédiction qui ne peut rien faire de mal et voteront pour sa gouvernance quoi qu'il arrive, cinq fois en quatre ans si nécessaire. Les électeurs ultra-orthodoxes votent pour les partis ultra-orthodoxes. Les électeurs arabes israéliens votent en grande partie pour les partis arabes.

PT_FR

Les politiciens le savent. C'est pourquoi leurs campagnes visent moins à persuader les autres de rejoindre leur camp qu'à inciter le plus grand nombre de personnes de leur tribu à aller voter. Le dirigeant qui peut persuader un plus grand nombre de ses partisans de renoncer à la plage ou à Netflix et d'aller voter, a les meilleures chances de gagner.

Fait remarquable après tant d'élections, la lassitude des électeurs n'a pas été un facteur : plus de 7 Israéliens sur 10 ont voté lors de l'élection du 9^{er} novembre, soit une augmentation de 4 pour cent par rapport à l'élection précédente. La différence est que la majeure partie de cette augmentation provient des régions où les électeurs de droite sont plus nombreux.

Au total, lors de cette élection, le camp Netanyahu a obtenu 2,36 millions de voix, soit seulement 30 000 de plus que les 2,33 millions de voix de l'opposition. Alors comment ces 30 000 voix supplémentaires se sont-elles traduites par le gouvernement le plus fort depuis 20 ans ?

Cela a à voir avec le « seuil électoral ».

Plutôt qu'un simple système à deux partis, Israël fait pousser des partis politiques comme le nord d'Israël fait pousser des bananes. De nouveaux partis apparaissent chaque saison, même s'ils sont en grande partie une reconfiguration des partis précédents. Ils ont les mêmes racines, les mêmes personnalités politiques, mais changent fréquemment de marque pour tenter de gagner du terrain. Pas moins de 40 partis ont figuré sur le bulletin de vote de 2022. La constitution israélienne stipule que tout parti qui atteint le seuil de 3,5 pour cent obtient un siège au Parlement. Lorsqu'un parti politique n'atteint pas ce seuil, les votes en sa faveur sont essentiellement gaspillés, puisque ces sièges sont redistribués aux partis qui ont réussi.

Généralement, lorsque les sondages préélectorales montrent qu'un parti est proche du seuil électoral, il est poussé à s'allier avec un petit parti similaire. Par exemple, les partis de la majorité arabe forment souvent une « liste commune » pour s'assurer qu'aucun vote arabe ne soit gaspillé. Mais lors de cette élection, les partis arabes ont refusé de s'associer, tout comme les deux partis d'extrême-gauche (Labor et Meretz). Si ces partis avaient adhéré, l'élection et le gouvernement actuel d'Israël auraient été totalement différents. Le parti de gauche Meretz et le parti arabe Balad ont obtenu respectivement 3,16 et 2,91 pour cent des voix. Ainsi, 6 pour cent du total des voix israéliennes, qui auraient été contre Netanyahu, n'ont pas été complétés.

Cela a fait la différence cruciale entre une autre élection qui finit dans l'impasse, et une victoire dominante de Netanyahu.

En l'état actuel des choses, Netanyahu est de nouveau au pouvoir. Et sauf imprévu, il a quatre ans pour façonner l'avenir d'Israël.

Rétablir la stabilité

Pour le système gouvernemental multipartite d'Israël, une majorité de quatre sièges est importante. Elle donne à la coalition Netanyahu la liberté de mettre en œuvre des réformes sérieuses (et indispensables) et d'offrir un répit à la tendance à la baisse du pays. Et la droite appelle à un changement immédiat.

Une haute priorité à l'ordre du jour est la nécessité d'une réponse beaucoup plus forte à la recrudescence des attaques terroristes émanant de la Cisjordanie, où résident un demi-million de Juifs. Presque quotidiennement, des fusillades, des attentats à la voiture-bélier et des tentatives d'attaques à l'arme blanche sont perpétrés contre la police des frontières ou des civils israéliens. À la tête de cette charge se trouve le parti sioniste religieux dirigé par Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, dont les électeurs sont largement composés de la droite religieuse. Les deux dirigeants ont été absolument diabolisés par la presse populaire.

Le besoin d'une réinitialisation en matière de la criminalité entre Arabes et Juifs est évident. En trois jours, à partir du jour des élections, il y a eu une tentative d'enlèvement par un terroriste, une attaque contre trois soldats près du Mont du Temple, une voiture-bélier et une attaque au couteau à Modi'in, une fusillade mortelle près d'Hébron et des missiles tirés à partir de Gaza.

« Nous ferons tout pour établir un gouvernement de droite nationaliste, un gouvernement qui rétablira la sécurité personnelle, qui rétablira la gouvernabilité du Néguev et de la Galilée, et qui gardera la tête haute et ne s'inclinera pas devant les menaces », a écrit Ben-Gvir dans le *Israel Hayom* après l'élection. « Pendant trop longtemps, trop d'Israéliens ont eu peur des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. C'est fini ! » (8 novembre 2022). Une rhétorique aussi audacieuse et directe sur la sécurité trouve un écho auprès de plus d'Israéliens que la seule droite religieuse. La plupart des gens perçoivent la nécessité d'une réponse plus robuste.

Cependant, le principal objectif politique qui rend les gauchistes furieux *et inquiets* est la nécessité légitime de remanier la Cour suprême d'Israël. Au cours des trois dernières décennies, cette cour s'est de plus en plus remplie d'élites intellectuelles gauchistes qui invalident la politique gouvernementale ou même les lois adoptées par la Knesset qui ne sont pas conformes à leur interprétation de leurs pouvoirs. (Nous avons écrit sur le pouvoir incontrôlé et sans scrupules de la Cour suprême d'Israël dans le numéro d'[août 2020](#)). Cela a été un sujet d'extrême consternation pour la droite au cours de la dernière décennie.

« À la lumière de la fraternité juridique non démocratique et hyper politique qui contrôle les leviers du pouvoir en Israël », écrit Caroline Glick, « le point le plus urgent du programme du nouveau gouvernement Netanyahu doit être de réformer le système judiciaire, y compris le ministère public et le Bureau du procureur général. Tout ce que Netanyahu et ses collègues cherchent à réaliser en dépend » (*Jewish News Syndicate*, le 4 novembre). Ainsi, le nouveau gouvernement israélien tentera de modifier la Cour suprême en changeant la façon dont les juges sont élus.

Comme on pouvait s'y attendre, tout changement apporté par Netanyahu pour réduire le pouvoir considérable de la Cour suprême incite les médias populaires à crier que « la démocratie est en train de mourir ». Un éditorial du *Haaretz* le soir de l'élection a résumé l'indignation de la gauche : « Israël est maintenant au bord d'une révolution religieuse et autoritaire de droite, dont l'objectif est de décrire l'infrastructure démocratique sur laquelle le pays a été construit. Cela pourrait être un jour noir dans l'histoire d'Israël. » D'une manière ou d'une autre, ces écrivains oublient que la volonté démocratique est connue *par les élections*.

Un gouvernement Netanyahu qui restreint ce bastion du pouvoir de la gauche pourrait signifier que la Cour subira des changements fondamentaux qui rendront le pouvoir au corps législatif.

Une autre priorité du nouveau gouvernement sera de mettre fin à la soumission au gouvernement des États-Unis dirigé par Joe Biden (et Barack Obama). Contrairement à la façon dont Netanyahu a dirigé Israël pendant les jours sombres de la présidence Obama—où son objectif numéro un en matière de politique étrangère était de protéger la sécurité d'Israël, même si cela signifiait aller à l'encontre des politiques d'Obama (y compris l'accord sur le nucléaire iranien)—le gouvernement de Yair Lapid pensait que les États-Unis devaient être apaisés à tout prix, même si cela compromettait l'avenir d'Israël.

Un exemple de cela a eu lieu dans les derniers jours avant l'élection. Le régime de Biden a poussé Lapid à conclure un accord avec le Liban concernant une ligne de démarcation en mer entre les deux pays. Le Liban est dominé par le Hezbollah, qui prend ses ordres directement de l'Iran (qui reçoit un fort soutien d'Obama et de Biden).

L'administration Trump avait tenté de régler le différend maritime en donnant à Israël et au Liban chacun environ la moitié de l'accès à un champ de gaz naturel en Méditerranée orientale. Le Liban a rejeté cette offre. Pourtant, dans les deux mois précédant l'élection, les agents de Biden ont forcé Israël à renoncer à sa prétention de contrôler *une partie quelconque* du champ gazier. L'allié de l'Iran a obtenu un contrôle à 100 pour cent.

Bien que les élites israéliennes dans les médias aient présenté l'accord comme une victoire, le public était furieux. Netanyahu a juré de retirer immédiatement l'accord lorsqu'il prendra ses fonctions.

Ensemble, le renforcement de la sécurité intérieure, la restitution du pouvoir sur la Cour suprême au peuple et la priorité donnée aux intérêts nationaux d'Israël, même si cela implique de tenir tête à un allié américain hostile, sont autant d'éléments qui laissent présager une période de stabilité pour Israël. Si la minorité de gauche peut se plaindre, la majorité des Israéliens (même ceux qui ont voté contre Netanyahu) seront reconnaissants pour ce changement.

Une résurgence israélienne prophétisée

Compte tenu de la possibilité de changements aussi importants pour Israël sous la direction de Netanyahu, il est stupéfiant de constater à quel point cette élection a été serrée. Si le Meretz et les travaillistes avaient uni leurs forces avant l'élection, et si les Arabes avaient formé une liste commune, Netanyahu n'aurait pas remporté l'élection. Au mieux, cela aurait été une impasse. Parce qu'ils ne l'ont pas fait, Netanyahu a maintenant la chance de diriger le gouvernement conservateur le plus fort et le plus stable de son époque. Le camp anti-Netanyahu regrette d'avoir fait une telle erreur.

Pourtant, il ne s'agissait peut-être pas d'un simple oubli. Peut-être y avait-il plus derrière ce résultat électoral en Israël.

L'article de couverture de la *Trompette* de septembre 2022, par le rédacteur en chef Gerald Flurry, était intitulé « [Les gouvernements de la Grande-Bretagne et de Juda tombent—l'Amérique ensuite ?](#) ». L'article est centré sur deux prophéties principales qui relient l'avenir politique de ces trois nations. M. Flurry écrit que, sur la base d'une prophétie d'Osée, les trois nations sont destinées à tomber ensemble dans une calamité catastrophique, pendant une période que la Bible appelle le « temps d'angoisse pour Jacob ».

Cependant, une autre prophétie soulignée dans cet article détaille les événements à venir avant ce temps de détresse. Se basant sur une prophétie de 2 Rois 14, M. Flurry écrit que le président Trump est préfiguré par l'ancien roi Jéroboam II, qui a gouverné les tribus du nord d'Israël pendant une période de pleine croissance économique. Après le règne de Jéroboam, les divisions internes d'Israël ont déchiré la nation, la rendant vulnérable à la captivité assyrienne imminente. Sur la base de cette prophétie et d'une autre documentée dans Amos, M. Flurry a prévu que, dès que le président Trump serait démis de ses fonctions, il assumerait à nouveau la présidence. Quand cela se fera, M. Trump mènera une résurgence spectaculaire, mais temporaire, de la puissance des États-Unis. Cela donnera à l'Amérique une dernière opportunité de tenir compte de l'avertissement de Dieu avant le « temps d'angoisse pour Jacob ».

Pourtant, cette prophétie ne concerne pas seulement les États-Unis.

2 Rois 14 : 28 déclare : « Le reste des actions de Jéroboam, tout ce qu'il a fait, ses exploits à la guerre, et comment il fit rentrer sous la puissance d'Israël Damas et Hamath qui avaient appartenu à Juda, cela n'est-il pas écrit dans le livre des Chroniques des rois d'Israël ? » Comme le note M. Flurry dans son article, « Ce verset relie la politique des États-Unis et de Juda. »

Ceci est également confirmé par ce qui s'est passé dans l'Antiquité. Jéroboam II avait une alliance inhabituellement étroite avec le roi juif régnant à partir de Jérusalem, le roi Ozias. Les deux rois travaillaient ensemble, ce qui était loin de l'état normal des choses entre les deux royaumes. Une période de puissance nationale a permis de stabiliser les deux nations. De toute évidence, l'équivalent moderne de cette relation s'est manifesté pendant le premier mandat du président Trump, alors que Netanyahu était au pouvoir.

Dans sa nouvelle autobiographie, *Bibi : My Story [Bibi : mon histoire]*, Netanyahu confirme cette relation exceptionnellement étroite, en écrivant : « Malgré les bosses sur la route, nos années ensemble ont été les meilleures pour l'alliance israélo-américaine [...] Elles ont montré au monde que de grandes choses se produisent lorsqu'un président américain et un Premier ministre israélien travaillent ensemble, sans qu'il n'y ait de frontière entre eux. »

Trump et Netanyahu ont travaillé ensemble pendant le premier mandat du président. Et puisque la prophétie veut que le président Trump revienne au pouvoir, était-ce également la volonté de Dieu que M. Netanyahu dirige à nouveau l'État juif ?

Le fait que l'élection israélienne ait été si serrée par rapport à l'ampleur du gain de pouvoir de Netanyahu montre à quel point la main de Dieu peut influencer les résultats des élections, même dans un pays fracturé et divisé comme Israël ou les États-Unis. Et comme la Bible lie l'Amérique et Israël d'une manière particulière, l'élection de Netanyahu est-elle un signe avant-coureur des choses à venir aux États-Unis ? En effet, c'est exactement ce que Dieu prophétise.

Il est essentiel que vous lisiez ces prophéties *avant* qu'elles ne se produisent. Vous vous rendrez compte que vous voyez la main active de Dieu dans les événements mondiaux. Elles vous montreront également ce qui va suivre et ce que vous pouvez faire pour stabiliser votre vie en ces temps incertains.